

Place économique suisse : l'heure est à l'action

Les évolutions et les incertitudes actuelles entourant l'économie mondiale doivent servir de signal d'alarme. Pour préserver la stabilité et la compétitivité de la Suisse, il faut agir avec détermination. Il importe d'alléger de manière ciblée le budget de la Confédération et les charges des entreprises et des travailleurs, ainsi que de renforcer la place économique suisse.

Garantir la stabilité : alléger le budget de la Confédération

La Confédération dépense trop. Ses dépenses ne cessent d'augmenter. Il est grand temps de les maîtriser. Ainsi seulement la Confédération conservera-t-elle une marge financière.

- **Programme d'allègement** : Le programme d'allègement 27 et ses mesures axées sur les dépenses doivent être mis en œuvre de manière globale. Il faut renoncer à des mesures axées sur les recettes. De même, le frein à l'endettement doit être respecté.
- **Réformes structurelles** : La 13^e rente AVS ne doit pas être financée par des cotisations salariales, mais par un relèvement temporaire de la TVA, en attendant que la réforme structurelle à discuter en 2026 produise ses effets.
- **Pas de développement de l'État social** : Il faut renoncer à une nouvelle extension de l'AVS dépourvue de financement (déplafonnement de la rente de couple, par exemple).
- **Se concentrer sur les tâches principales** : La Confédération et les entreprises liées à elle doivent se concentrer sur leur mission principale. Le secteur privé doit agir là où il le peut. L'État se concentre sur les tâches dont le secteur privé ne peut pas se charger.

« Swiss omnibus » : alléger le poids de la réglementation et les charges pour les entreprises et les salariés

L'économie suisse ne doit pas être entravée ni ses charges alourdies par de nouvelles lois et ordonnances. Les coûts doivent être réduits autant que possible. Il importe à cet égard de tenir compte des développements internationaux – par analogie avec l'omnibus de l'UE, nous avons besoin d'un « Swiss omnibus » qui allège la bureaucratie et apporte des simplifications pour les entreprises.

- **Moratoire en matière de réglementation** : Il faut examiner et suspendre les projets prévus qui pèseraient sur la place économique suisse et porteraient préjudice à sa compétitivité. Exemples : loi sur l'examen des investissements, ordonnance sur le CO₂, mécanisme de compensation des émissions de CO₂ (CBAM), exigences de fonds propres pour les banques, obligations en matière de reporting.
- **Train de mesures transversales** : Par analogie avec le programme d'allègement 27, le DEFR est invité à mettre en place un groupe d'experts chargé d'examiner les réglementations existantes et d'élaborer des propositions pour une réglementation judicieuse et ciblée. Ces travaux doivent aboutir à un train de mesures renforçant la place économique suisse.
- **Frein réglementaire** : Il faut reprendre cette idée.
- **Évolutions internationales** : La Suisse doit se doter d'avantages réglementaires par rapport à des places économiques concurrentes et préserver les avantages actuels. En parallèle, il importe de suivre des évolutions internationales visant à réduire le poids de la réglementation et de les reprendre de manière proactive lorsque c'est judicieux. À cet égard, le Conseil fédéral se fonde sur la loi suisse et réduit la *soft law*, génératrice de bureaucratie. En ce qui concerne la FINMA (le surveillant des marchés financiers), force est de constater qu'elle s'inspire de la *soft law* internationale dans son activité réglementaire. Ce faisant, elle crée des conflits d'objectifs avec des principes suisses (notamment le fait de se fonder sur des principes, des conséquences en termes de coûts pour les établissements surveillés et la compétitivité de la place financière suisse).

Renforcer la Suisse en tant que nation exportatrice : supprimer des obstacles au commerce

En tant qu'économie ouverte et tournée à l'exportation, la Suisse a besoin du meilleur accès possible aux marchés du monde entier. Supprimer des droits de douane et d'autres obstacles au commerce apporte des avantages économiques à tous les pays.

- **États-Unis** : Les droits de douane injustifiés introduits sur les produits suisses doivent autant que possible être annulés par la voie diplomatique. Il convient de mettre en avant le rôle de l'économie suisse aux États-Unis dans les discussions avec l'administration américaine et auprès de l'opinion publique. Des solutions permettant de surmonter les difficultés actuelles apporteront des avantages économiques aux deux pays.
- **Union européenne** : Le paquet des Bilatérales III doit être mis en consultation avant l'été, comme prévu.
- **Libre-échange mondial** : Il faut continuer d'étendre le réseau d'accords de libre-échange. Les accords avec le Mercosur, le Vietnam et d'autres pays sont à négocier rapidement et celui avec la Chine à moderniser. Les accords avec l'Inde, la Thaïlande et la Malaisie doivent entrer en vigueur rapidement.

Accroître la productivité : renoncer à des réglementations restrictives

La productivité est le principal moteur de la prospérité et la meilleure réponse à la pénurie de main-d'œuvre qualifiée – une économie plus productive crée de la richesse pour tous.

- **Pas d'interdictions technologiques** : Il faut renoncer autant que possible aux réglementations qui limitent les technologies et l'innovation (OGM, IA, technologies énergétiques, recherche médicale, par exemple). Les technologies doivent être considérées comme des opportunités et pas seulement comme des risques.
- **Un marché du travail flexible** : Il faut éviter de réduire davantage le caractère libéral du marché du travail suisse.
- **Accès à une main-d'œuvre hautement qualifiée** : Il faut se garder de restreindre l'accès actuel à la main-d'œuvre qualifiée étrangère.

Énergie avantageuse : développer rapidement la production d'électricité

Les entreprises et les ménages suisses ont besoin d'un approvisionnement énergétique propre, sûr et avantageux.

- **Lever les interdictions technologiques** : Il faut lever l'interdiction technologique visant le nucléaire. Les centrales nucléaires existantes doivent rester connectées au réseau aussi longtemps qu'elles sont sûres.
- **Production nationale d'électricité** : Il faut la développer rapidement afin de disposer à tout moment d'énergie propre et avantageuse.
- **Accord sur l'électricité avec l'UE** : Le nouvel accord avec l'UE est crucial. Une meilleure interconnexion avec d'autres pays est importante pour garantir la sécurité de l'approvisionnement.

Infrastructures performantes : poser des jalons maintenant

La Suisse dispose de bonnes infrastructures, mais celles-ci ont en grande partie été construites au siècle dernier. Il est de notre responsabilité de les consolider.

- **Autorisations de construire** : Il faut simplifier les procédures d'autorisation.
- **Route et rail** : Il importe de mieux coordonner les différents acteurs. La route ne doit pas être négligée ; elle constitue un élément important du réseau de transport.
- **5G** : Il faut accélérer le développement des infrastructures numériques. Cela vaut tout particulièrement pour la 5G. Les procédures d'autorisation doivent être aussi simples que possible.